



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Hébergement et du Logement

Assistance pour l'ensemble des tâches de gestion des recours déposés dans le cadre du droit au logement opposable en Île-de-France

Annexe 8 du règlement de la consultation : échantillon f

Pouvoir adjudicateur :

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Île-de-France (DRIHL)

Service accès au logement et prévention des expulsions locatives

Immeuble « Le Ponant » 5 rue Leblanc 75 015 PARIS

Représentée par M. Laurent Bresson, Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement

Numéro du marché : DRIHL – 2026 – ALPE – DALO

La présente annexe comporte 29 pages.

Recours amiable devant la commission départementale de médiation en vue d'une offre de logement

(article L. 441-2-3, II, du code de la construction et de l'habitation)

- Reportez-vous à la notice avant de remplir le formulaire.
- **Attention** : le requérant qui adresse à la commission de médiation le présent recours amiable doit être le demandeur figurant sur la demande de logement social préalablement déposée. Il ne peut y avoir qu'un requérant par foyer.
- **Attention** : les renseignements demandés et les pièces justificatives citées sont obligatoires sauf quand il est indiqué qu'ils sont facultatifs.

1. Identité du requérant

Civilité : Monsieur ☒ Madame ☐

Nom du requérant :

Nom de jeune fille :

Prénom(s) :

Date de naissance :

► Joignez une copie d'une pièce justifiant de votre identité.

Exemples : carte nationale d'identité, passeport, livret de circulation, carte de séjour, carte de résident

Situation familiale : Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Divorcé(e) ☒ Séparé(e) ☐
PACS ☐ Concubin(e) ☐ Veuf/Veuve ☐

► Joignez un justificatif de votre situation de famille si possible

(livret de famille, jugement de divorce ou ordonnance de non conciliation,...)

2. Numéro unique d'enregistrement de la demande de logement social

Indiquez le numéro unique d'enregistrement qui vous a été délivré suite au dépôt de votre demande de logement social (ce numéro figure sur l'attestation d'enregistrement de la demande ou de renouvellement) :

► Joignez une copie de l'attestation d'enregistrement de la demande ou de son renouvellement.

3. Nationalité du requérant

3.1 Êtes-vous de nationalité française ? Oui ☒ Non ☐

3.2 Si vous avez répondu non à la question 3.1, êtes-vous ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ou ressortissant de la Confédération suisse ? Oui ☐ Non ☐

3.3 Si vous avez répondu non aux questions 3.1 et 3.2 précisez la nature et le numéro de votre titre de séjour :

► Joignez une copie de ce titre de séjour ou de ce certificat.

Si ce titre est une carte de résident, joignez également une déclaration sur l'honneur attestant que vous n'avez pas quitté le territoire français et résidé à l'étranger pendant une période de plus de trois ans consécutifs.

3.4 Êtes-vous reconnu réfugié et n'avez pas encore de titre de séjour ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, précisez la date de reconnaissance du statut de réfugié :

► Joignez une copie du récépissé de demande de titre de séjour portant la mention « réfugié ».

4. Coordonnées

Adresse du local ou du logement dans lequel vous vivez :

Bâtiment		Escalier		Etage		Appartement	
Numéro		Voie					
Lieu-dit		Complément d'adresse					
Code postal		Localité				Pays	
Chez Monsieur ou Madame (indiquez ici le nom de la personne chez qui vous résidez)							

Et si elle est différente, adresse à laquelle le courrier doit vous être adressé

Bâtiment		Escalier		Etage		Appartement	
Numéro		Voie					
Lieu-dit		Complément d'adresse					
Code postal		Localité				Pays	
Chez Monsieur ou Madame (indiquez ici le nom de la personne chez qui vous résidez)							

N° de téléphone où l'on peut vous joindre (facultatif)

Adresse électronique

Vous êtes logé(e) dans :

Un logement social ☐ Si oui, nom du bailleur

Un logement privé ☒

Autre ☐ Préciser

5. Démarches préalables au recours amiable devant la commission de médiation

5.1. Suites données à votre demande de logement social

Indiquez auprès de quel organisme ou service vous avez déposé une demande (organisme d'habitation à loyer modéré -HLM-, société d'économie mixte -SEM-, commune, préfecture,...)

elogie-siemp - Préfecture - mairies xx^e et autres Rosy s/bou
Avez-vous déjà eu une ou des propositions de logement social ? Oui ☐ Non ☒ *En Li*

Si non, cochez les cases ci-dessous correspondant à votre situation :

Un refus de votre demande vous a été notifié par un bailleur social ☐

Sur quels motifs ce refus était-il fondé :

► Joignez une copie de la lettre ou des lettres de refus des bailleurs sociaux (facultatif).

Vous avez eu connaissance de l'ajournement de votre demande par la commission d'attribution d'un bailleur ☐

Vous n'avez reçu aucune réponse du bailleur ☒

Si oui, indiquez ici pour chaque proposition sa date et le nom de l'organisme qui vous l'a faite :

Avez-vous refusé une ou des propositions de logement social ? Oui ☐ Non ☒

Pour quelles raisons avez-vous refusé ces propositions ? (indiquez pourquoi (plusieurs motifs possibles) :

Localisation ☐ Taille du logement ☐ Montant du loyer et des charges ☐

Autre motif ☐ Préciser

► Joignez une copie de votre ou de vos lettres de refus (facultatif).

5.2. Autres démarches préalables

Indiquez quelles démarches vous avez effectuées pour régler votre problème de logement, en sus ou à défaut de la demande mentionnée au point 2. Exemple : copie d'un courrier adressé par vous à votre propriétaire et/ou à un service administratif pour signaler l'état dégradé de votre logement.

Courriers Elopé - sirop - Mairie du X^e. Paris
Mairie Rosny & Bois, En'Li

6. Personnes à loger

Nombre de personnes à loger en plus de vous-même :

0

Pour l'ensemble des personnes composant votre foyer et destinées à occuper le logement avec vous, remplissez le tableau ci-dessous et soulignez les noms des personnes qui sont à votre charge.

Nom	Prénom	Sexe	Date de naissance	Lien de parenté avec vous

Si le nombre de personnes à loger en plus de vous-même est supérieur à 9, joignez un tableau complémentaire.

► Joignez une copie d'une pièce d'identité pour chacune des personnes à loger, ainsi qu'une copie du livret de famille si vous en avez un

7. Ressources

Montant de vos ressources mensuelles actuelles et des ressources mensuelles actuelles des personnes composant votre foyer et destinées à occuper le logement avec vous : remplissez le tableau ci-dessous

Ressources mensuelles du mois de :

Nature des ressources	Vous-même	Autre personne Nom Prénom	Autre personne Nom Prénom	Autre personne Nom Prénom
Salaire ou revenu d'activité	2746 €			
Retraite				
Allocation chômage / Indemnités				
Pension alimentaire reçue				
Pension d'invalidité				
Allocations familiales				
Allocation d'adulte handicapé (AAH)				
Allocation d'éducation d'enfant handicapé (AEEH)				
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)				
Revenu de solidarité active (RSA)				
Allocation jeune enfant (PAJE)				
Allocation de Minimum Vieillesse				
Bourse étudiant				
Autres (hors AL ou APL)				
Pension alimentaire versée				
Absence de ressources				

Si le foyer comporte plus de 4 personnes qui perçoivent des ressources, joignez un tableau complémentaire.

Montant de vos ressources annuelles : indiquez ci-après le montant figurant sur le dernier avis d'impôt ou de non imposition que vous avez reçu :

Année du dernier avis d'impôt ou de non imposition

33 000

Ressources mensuelles du mois de

oct, nov, décembre 2013

► Joignez les pièces justificatives de vos ressources mensuelles et de celles des personnes du foyer (revenus des trois derniers mois) et, si vous l'avez, le dernier avis d'impôt ou de non-imposition reçu.

Si vous percevez des prestations de la caisse d'allocations familiales, indiquez votre numéro d'allocataire

► Joignez un justificatif fourni par la CAF ou la MSA avec le détail des prestations perçues (hors AL et APL)

Avez-vous déposé un dossier de surendettement à la Banque de France ?

Oui ☐

Non ☐

8. Informations relatives au lieu de travail ou d'activité

Précisez votre lieu de travail ou d'activité et celui des autres personnes composant votre foyer :

Nom Prénom de chaque personne vivant avec vous	Activité : salarié, demandeur d'emploi, en apprentissage, en formation, sans activité...	Type de contrat de travail (CDI, CDD, intérim, Autres)	Nom de l'entreprise	Commune du ou des lieux de travail ou d'activité	Moyen de transport utilisé	Temps de transport
Vous-même		CDI	Mairie de Paris	XX ^e Paris	REN	1h.

Si le foyer comporte plus de 9 personnes, joignez un tableau complémentaire.

9. Situations motivant le recours amiable

Cochez parmi les cases 9.1 à 9.8 celle qui correspond à votre situation.

Si vous êtes concerné par plus d'une situation, cochez les cases correspondantes.

9.1 Vous êtes dépourvu(e) de logement

☐

Habitez-vous dans un local qui ne peut pas être considéré comme un logement ?

Oui ☐

Non ☒

Précisez la nature de ce local : hôtel, camping, abri, garage, véhicule, squat, autre

► Joignez un document démontrant que vous êtes dépourvu de logement

Exemples : reçu du camping ou d'un hôtelier, attestation d'un travailleur social ou d'une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, attestation de domiciliation postale...

Si ce local est un hôtel, indiquez si vous payez un loyer :

Oui ☐

Non ☐

Si non, le loyer est-il payé par des services sociaux :

Oui ☐

Non ☐

Si oui : ► Joignez le cas échéant un justificatif de la prestation versée fourni par la CAF ou la MSA

9.2 Vous êtes hébergé(e) chez un particulier

☐

Les personnes qui vous hébergent sont-elles

Vos parents ☐

Vos enfants ☐

Un autre membre de votre famille ☐

Les personnes qui vous hébergent vivent-elles aussi dans le logement où elles vous hébergent ?

Oui ☐

Non ☐

Indiquez le nombre total de personnes habitant dans le logement

Indiquez la surface et le nombre de pièces de ce logement

Dans tous les cas, précisez ici le nom et l'adresse des personnes qui vous hébergent, et depuis quelle date elles vous hébergent :

► Joignez un document attestant de votre situation d'hébergement.

Exemples : attestation de la personne qui vous héberge, attestation d'un travailleur social ou d'une association...

9.3 Vous êtes menacé(e) d'expulsion sans relogement



► Joignez une copie du jugement prononçant l'expulsion et du dernier document reçu postérieurement.

Exemple : commandement de quitter les lieux, courrier du Préfet vous notifiant que le recours à la force publique a été accordé pour exécuter la décision d'expulsion du juge

Si vous êtes expulsé pour dette de loyer ou de charges

Avez-vous demandé une aide du fonds de solidarité pour le logement (FSL) du département ?

Oui ☐

Non ☒

Avez-vous signé avec votre bailleur un engagement de résorption de votre dette (plan d'apurement) ?

Oui ☐

Non ☒

Si oui : ► Joignez une copie de ce document

9.4 Vous êtes hébergé(e) de façon continue dans une ou des structure(s) sociale(s) d'hébergement



Nom de la structure dans laquelle vous êtes hébergé actuellement

Date d'entrée dans cette structure

► Joignez un justificatif d'accueil dans cette structure. Exemple : Attestation d'hébergement de la structure.

Si vous avez été hébergé dans d'autres structures d'hébergement auparavant, indiquez leur nom

Précisez la date d'entrée dans la première de ces structures

9.5 Vous êtes logé(e) temporairement dans un logement de transition (par exemple logement fourni par une association), un logement-foyer (résidence sociale, maison relais, pension de famille...) ou une résidence hôtelière à vocation sociale



Nom et adresse de l'organisme qui vous procure ce logement

Date de votre entrée dans les lieux :

► Joignez un justificatif d'accueil dans le logement de transition, le logement-foyer ou la résidence hôtelière à vocation sociale. Exemples : Attestation de l'organisme qui met le logement à votre disposition, bail, convention d'occupation...

9.6 Vous êtes logé(e) dans des locaux impropres à l'habitation ou dans un logement qui est insalubre ou dangereux



► Joignez un document montrant que les locaux que vous habitez sont impropres à l'habitation, insalubres ou dangereux.

Exemples : document établi par un professionnel du bâtiment, un service public, un travailleur social ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, jugement du tribunal, attestation de la commission de conciliation, de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse de mutualité sociale agricole, le cas échéant, arrêté du préfet ou du maire

Avez-vous entrepris une procédure contre le propriétaire ?

Oui ☐

Non ☒

NB : suite à votre recours amiable devant la commission de médiation, une visite de votre logement sera effectuée, sauf si votre situation est déjà suffisamment connue de l'administration

9.7 Vous êtes une personne handicapée ou vous avez à votre charge une personne handicapée ou un enfant mineur



► Si vous êtes une personne handicapée ou avez à votre charge une personne handicapée, joignez un justificatif de votre handicap ou de celui d'une personne à charge.

Exemples : carte d'invalidité, décision d'une commission compétente (Commission départementale de l'Éducation spéciale, Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, Commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) ou d'un organisme de sécurité sociale

Précisez si vous avez besoin d'un logement adapté à ce handicap

Et votre logement est dans l'un des deux cas cités aux 9.7.1 (logement non décent) ou 9.7.2 (logement manifestement sur-occupé)¹

9.7.1 Votre logement est non décent

☐

► Joignez un document montrant que votre logement est non décent.

Exemples : copie d'un document établi par un professionnel du bâtiment, un service public, un travailleur social ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, copie du jugement d'un tribunal statuant sur l'indécence du logement, attestation de la commission de conciliation, de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse de mutualité sociale agricole...

NB : suite à votre recours amiable devant la commission de médiation, une visite de votre logement sera effectuée, sauf si votre situation est déjà suffisamment connue de l'administration.

OU

9.7.2 Votre logement est manifestement sur-occupé

☐

Précisez le nombre de personnes occupant le logement

Indiquez la surface totale du logement (en m² habitables)

► Joignez un justificatif de la surface habitable totale de votre logement.

Exemples : bail, attestation d'un professionnel, attestation d'un travailleur social ou d'une association.

9.8 Vous attendez un logement social depuis un délai supérieur au délai anormalement long fixé dans le département par arrêté préfectoral (voir annexe à la notice)

☒

10. Soutiens éventuels

10.1 Pour faire ce recours amiable, bénéficiez-vous de l'assistance :

10.1.1 d'un travailleur social ?

☐

Nom de la personne qui vous assiste

Nom de son organisme

Bâtiment

Escalier

Etage

Appartement

Numéro

Voie

Lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Localité

Pays

N° de téléphone

10.1.2 d'une association ?

☐

Nom de la personne qui vous assiste

Nom de l'association

Bâtiment

Escalier

Etage

Appartement

Numéro

Voie

Lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Localité

Pays

N° de téléphone

10.2 En dehors de la constitution du dossier pour ce recours amiable, êtes-vous en contact avec un travailleur social

☐

Nom de la personne

Nom de son organisme

Bâtiment

Escalier

Etage

Appartement

Numéro

Voie

Lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Localité

Pays

N° de téléphone

¹ Attention, le handicap du demandeur, la présence au foyer d'une personne handicapée ou d'un enfant mineur ne suffit pas à constituer un motif de saisine de la commission de médiation ; il faut également cocher impérativement l'une des cases 9.7.1 ou 9.7.2.

11. Argumentaire libre

en retraite le 1^{er} Octobre 2024

► Apportez si vous le souhaitez toutes précisions sur votre situation.

Je suis inscrit depuis le 13/9/2016 sous le n° [REDACTED] pour un logement social. Sans réponse de mon inscription j'ai dû effectuer des démarches personnellement auprès des mairies du XX^e de Paris, de la 1^{re} Logie-82NP BN'Li, de Rosny s/Bois où je demeure depuis 2016. J'ai demandé des RPS par écrit sans réponse de leur part. Je me permets de solliciter vos services pour une médiation (suite conseils de la mairie du XX^e Paris) afin que ma demande aboutisse. En effet, je suis TALA RETRAITE le 1^{er} OCTOBRE 2024 de la mairie de Paris où je travaille depuis 1981. Logé dans le privé depuis 2016 mon loyer sera trop élevé par rapport à ma pension retraite. Ma demande est urgente. Je suis à votre disposition pour vous exposer en détail ma situation, vous êtes mon ultime recours et compte sur votre diligence dans cette affaire. Dans l'attente d'une réponse.

12. Engagement du requérant/attestation sur l'honneur

sur ses déclarations.

- Je certifie et atteste sur l'honneur la sincérité des informations données dans ce formulaire.
- Je reconnais être informé(e) que, pour l'instruction de mon dossier de recours, les informations qui sont nécessaires à l'appréciation de ma situation peuvent être demandées par le service instructeur de la commission de médiation aux professionnels de l'action sociale des collectivités territoriales et à la CAF ou à la MSA, et que le numéro d'allocataire mentionné rubrique 7 permet aux agents habilités du service instructeur de la commission de médiation de consulter les données de la caisse d'allocations familiales.
- J'atteste sur l'honneur que je n'adresse pas de recours à d'autres commissions de médiation.

Fait à :

Rosny s/Bois

Le

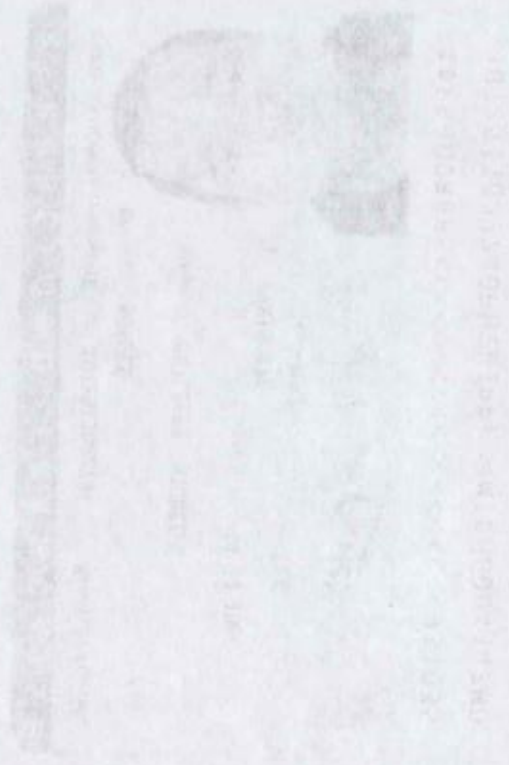
[REDACTED]

Signature du requérant (obligatoire)

[REDACTED]

Toute fausse déclaration est passible des peines mentionnées à l'article 441-6 du Code pénal. La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.





VILLE DE PARIS

COMPT.

UGD

SERVICE

SGD

MATRICULE

DATE D'ÉMISSION

MOIS DE PAIE

Octobre 2023

BULLETIN DE PAIE



NIR N° IMMATRICULATION CNRACL

GRADE
EMPLOI

SPÉCIALITÉ

STATUT
C TITULAIRE

ÉCHELLE
R3

ÉCHELON
10

MODE DE PAIEMENT

VIREMENT BANCAIRE

VALEUR DU POINT

INDICE BRUT

INDICE MAJORÉ

TAUX DE RÉSIDENCE

% TEMPS DE TRAVAIL

NOMBRE D'HEURES

ENFANTS À CHARGE
SFT

59,07340

558

473

3,00

100,00%

151,67

CORRESPONDANT GESTIONNAIRE

SERVICE

CODE

RUBRIQUES

DATE D'ORIGINE

NBRE OU BASE

TAUX SALARIAL TAUX PATRONAL MONT. PATRONAL MONT. AGENT

V17103003	100	TRAITEMENT BUDGET						2328,47
V17103003	181	IND. RESIDENCE						69,85
V17103003	737	RMBRST TRANSPORT						57,82
V17103003	IFM	IFSE						890,06
V17103003	IFT	IFS SUJETIONS EFI						315,00
V17103003	558	TRANSF PRIME/POINT						-13,91
V17103003	561	COMPENSATION CSG						18,17
V17103003	U36	CSG DEDUCTIBLE		3544,51	6,800			-241,03
V17103003	U3K	CSG NON DED TIT		3544,51	2,400			-85,07
V17103003	U3L	RDS NON DED TIT		3544,51	0,500			-17,72
V17103003	U12	RET. ADD. FONC. PUB.		465,69	5,000			-23,28
V17103003	U42	CNRACL TB		2328,47	11,100			-258,46
V17103003	U52	PP RETRAITE ADD. FP		465,69		5,000	23,28	
V17103003	U72	PP ASS. MAL. NP TIT		2328,47		9,880	230,05	
V17103003	U8M	PP CONT SOLID AUT		2328,47		0,300	6,99	
V17103003	U9U	PP TOTALE ALL FAM		2328,47		5,250	122,24	
V17103003	U9V	PP TRANSP TIT		2328,47		2,950	68,69	
V17103003	UA1	PP FNAL TIT		2328,47		0,500	11,64	
V17103003	U82	PP CNRACL TB		2328,47		30,65	713,68	
V17103003	U94	PP A.T.I TB		2328,47		0,400	9,31	
V17103003	958	TOTAL COTIS AGENT		-625,56				-625,56
V17103003	959	TOT CONTRIB PATR		-1185,88				-1185,88
V17103003	DNS	MT NET SOCIAL		0,00	0,000			2982,08
V17103003	Q60	MT PAS TAUX DGFIP		3084,87	9,500			-293,06

NET AVANT PRÉLÈV.
3039,90

PRÉLÈVEMENT SOURCE
-293,06

NET À VERSER
2746,84

DERNIER FEUILLET

BRUT IMPOSABLE

NET IMPOSABLE

PRÉLÈV. SOURCE

HS DÉFISCAL

AVANT. NATURE

NON IMPOSABLE

BRUT MENSUEL

MOIS EN COURS

3607,64

3084,87

293,06

57,82

3665,46

CUMULS

36565,03

31274,94

3196,61

729,04

37294,07

**** CALCULS ****

BULLETIN DE PAIE



NIR N° IMMATRICULATION CNRACL

GRADE
EMPLOI

SPÉCIALITÉ

STATUT ÉCHELLE ÉCHELON

MODE DE PAIEMENT VIREMENT BANCAIRE

VALEUR DU POINT INDICE BRUT INDICE MAJORÉ TAUX DE RÉSIDENCE % TEMPS DE TRAVAIL NOMBRE D'HEURES ENFANTS À CHARGE SFT

59,07340

558

473

3,00

100,00%

151,67

CORRESPONDANT GESTIONNAIRE

SERVICE CODE RUBRIQUES DATE D'ORIGINE NBRE OU BASE TAUX SALARIAL TAUX PATRONAL MONT. PATRONAL MONT. AGENT

V17103003	100	TRAITEMENT BUDGET						2328,47
V17103003	181	IND. RESIDENCE						69,85
V17103003	737	RMBRST TRANSPORT						57,82
V17103003	IFM	IFSE						890,06
V17103003	IFT	IFS SUJETIONS EFI						315,00
V17103003	558	TRANSF PRIME/POINT						-13,91
V17103003	561	COMPENSATION CSG						18,17
V17103003	U36	CSG DEDUCTIBLE	3544,51	6,800				-241,03
V17103003	U3K	CSG NON DED TIT	3544,51	2,400				-85,07
V17103003	U3L	RDS NON DED TIT	3544,51	0,500				-17,72
V17103003	U12	RET. ADD. FONC. PUB.	465,69	5,000				-23,28
V17103003	U42	CNRACL TB	2328,47	11,100				-258,46
V17103003	U52	PP RETRAITE ADD.FP	465,69		5,000		23,28	
V17103003	U72	PP ASS.MAL.NP TIT	2328,47		9,880		230,05	
V17103003	U8M	PP CONT SOLID AUT	2328,47		0,300		6,99	
V17103003	U9U	PP TOTALE ALL FAM	2328,47		5,250		122,24	
V17103003	U9V	PP TRANSP TIT	2328,47		2,950		68,69	
V17103003	UAI	PP FNAL TIT	2328,47		0,500		11,64	
V17103003	U82	PP CNRACL TB	2328,47		30,65		713,68	
V17103003	U94	PP A.T.I TB	2328,47		0,400		9,31	
V17103003	958	TOTAL COTIS AGENT	-625,56					-625,56
V17103003	959	TOT CONTRIB PATR	-1185,88					-1185,88
V17103003	DNS	MT NET SOCIAL	0,00	0,000				2982,08
V17103003	Q60	MT PAS TAUX DGFIP	3084,87	9,500				-293,06

NET AVANT PRÉLÈV.
3039,90PRÉLÈVEMENT SOURCE
-293,06NET À VERSER
2746,84

DERNIER FEUILLET

BRUT IMPOSABLE NET IMPOSABLE PRÉLÈV. SOURCE HS DÉFISCAL AVANT. NATURE NON IMPOSABLE BRUT MENSUEL

MOIS EN COURS	3607,64	3084,87	293,06	57,82	3665,46
CUMULS	40172,67	34359,81	3489,67	786,86	40959,53

***** DANS VOTRE INTÉRÊT CONSERVEZ CE BULLETIN SANS LIMITATION DE DURÉE *****

VILLE DE PARIS

COMPT.

UGU

DATE D'ÉMISSION

MOIS DE PAIE

Décembre 2023

BULLETIN DE PAIE



NIR N° IMMATRICULATION CNRACL

GRADE
EMPLOI

SPÉCIALITÉ

STATUT

ÉCHELLE

ÉCHELON

MODE DE PAIEMENT

VIREMENT BANCAIRE

VALEUR DU POINT

INDICE BRUT

INDICE MAJORÉ

TAUX DE RÉSIDENCE

% TEMPS DE TRAVAIL

NOMBRE D'HEURES

ENFANTS À CHARGE
SFT

59,07340

558

473

3,00

100,00%

151,67

CORRESPONDANT GESTIONNAIRE

SERVICE

CODE

RUBRIQUES

DATE D'ORIGINE

NBRE OU BASE

TAUX SALARIAL TAUX PATRONAL MONT. PATRONAL MONT. AGENT

V17103003	100	TRAITEMENT BUDGET						2328,4
V17103003	181	IND. RESIDENCE						69,8
V17103003	737	RMBSRST TRANSPORT						57,8
V17103003	CIA	COMPL IND ANNUEL	EV					165,0
V17103003	IFM	IFSE						890,0
V17103003	IFT	IFS SUJETIONS EFI						315,0
V17103003	558	TRANSF PRIME/POINT						-13,9
V17103003	561	COMPENSATION CSG						18,9
V17103003	U36	CSG DEDUCTIBLE		3706,54	6,800			-252,0
V17103003	U3K	CSG NON DED TIT		3706,54	2,400			-88,1
V17103003	U3L	RDS NON DED TIT		3706,54	0,500			-18,1
V17103003	U12	RET. ADD. FONC. PUB.		465,69	5,000			-23,9
V17103003	U42	CNRACL TB		2328,47	11,100			-258,9
V17103003	U52	PP RETRAITE ADD. FP		465,69		5,000	23,28	
V17103003	U72	PP ASS. MAL. NP TIT		2328,47		9,880	230,05	
V17103003	U8M	PP CONT SOLID AUT		2328,47		0,300	6,99	
V17103003	U9U	PP TOTALE ALL FAM		2328,47		5,250	122,24	
V17103003	U9V	PP TRANSP TIT		2328,47		2,950	68,69	
V17103003	UAI	PP FNAL TIT		2328,47		0,500	11,64	
V17103003	U82	PP CNRACL TB		2328,47		30,65	713,68	
V17103003	U94	PP A.T.I TB		2328,47		0,400	9,31	
V17103003	958	TOTAL COTIS AGENT		-641,27				-641,27
V17103003	959	TOT CONTRIB PATR		-1185,88				-1185,88
V17103003	DNS	MT NET SOCIAL		0,00	0,000			3131,27
V17103003	Q60	MT PAS TAUX DGFIP		3238,78	9,500			-307,68

CE BULLETIN INDIQUE LE MONTANT
IMPOSABLE POUR L'ANNEE

NET AVANT PRÉLÈV.
3189,11

PRÉLÈVEMENT SOURCE
-307,68

NET À VERSEF
2881,43

DERNIER FEUILLET

BRUT IMPOSABLE NET IMPOSABLE PRÉLÈV. SOURCE HS DÉFISCAL AVANT. NATURE NON IMPOSABLE BRUT MENSUEL

MOIS EN COURS	3772,56	3238,78	307,68			57,82	3830,38
CUMULS	43945,23	37598,59	3797,35			844,68	44789,91

***** DANS VOTRE INTÉRÊT, CONSERVEZ CE BULLETIN SANS LIMITATION DE DURÉE *****

DALO
Secrétariat médiation de Paris
TSA 20028
93736 BOBIGNY CEDEX 09

Objet : votre médiation pour une demande de logement
N° demande [REDACTED]

Le 4 janvier 2024

LETTRE RECOMMANDEE AVEC AR

Madame, Monsieur,

J'aimerais bénéficier d'un logement social, de préférence dans Paris voire Rosny s/Bois où j'habite depuis plus de 30 ans.

Je vous communique les références de ma demande effectuée le 13/09/2016 enregistrée sous le n° [REDACTED]

Suite à un rdv en mairie du 20^{ème} arrondissement, le service logement étant donné la date de la demande m'a conseillé de m'adresser à votre service de médiation.

Je me permets de vous préciser que j'ai effectué toute ma carrière à la police municipale de la mairie de Paris. Ma demande (renouvelée tous les ans) devient urgente car le 1^{er} octobre 2024 je serai à la retraite et la pension de celle-ci ne me permettra pas de rester dans mon logement « privé » actuel de Rosny s/Bois car le loyer est trop élevé.

Je fais appel à vos compétences médiatiques afin de pouvoir « bénéficier » d'un logement social. Pour cela je tiens à votre disposition toutes les pièces justificatives nécessaires à ma demande.

Dans l'attente d'une réponse favorable, voire d'un rendez-vous,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

[REDACTED]

PJ : Formulaire recours amiable demande de logement.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Impôt sur les revenus de 2022

Avis d'impôt établi en 2023



2D-DOC

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

SIP BONDY

SAID ROSNY-SOUS-BOIS

5 RUE ARTHUR RIMBAUD

93143 BONDY CEDEX



7863-001021-0004-0

Vos références

Numéro fiscal (C) :

Référence de l'avis :

Adresse d'imposition au 01/01/2023 :

Numéro FIP :

Numéro de rôle :

Date d'établissement :

Date de mise en :

Identifiant service :

Vos contacts

✉ Par messagerie sécurisée
dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr

☎ Par téléphone
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

📍 Sur place
auprès de votre centre des finances publiques
horaires sur impots.gouv.fr, rubrique Contact et RDV
SIP BONDY
SAID ROSNY-SOUS-BOIS
5 RUE ARTHUR RIMBAUD
93143 BONDY CEDEX

* (service gratuit + coût de l'appel)

Somme qui vous est remboursée

253,00 €

Vous n'avez plus rien à payer au titre des revenus de 2022.

Vous serez remboursé par virement le 02/08/2023
sur le compte bancaire suivant :
FR76 3000 4018 020X XXXX XXX9 718
Identifiant de la banque : BNPAFRPPXXX
Émetteur du virement :
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Revenu fiscal de référence :

33 014

Nombre de parts :

1,00

Plus de détails dans la (les) page(s) suivante(s).

Cet avis fait suite à la déclaration, en 2023, de vos revenus 2022. Le montant porté sur cet avis prend en compte les prélèvements et retenues à la source qui ont pu être réalisés en 2022.

Pour retrouver toutes les informations relatives à votre prélèvement à la source (taux, options...), rendez-vous sur le service « Gérer mon prélèvement à la source » accessible dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr.

Avis d'impôt établi en 2023

N° fiscal

Impôt sur les revenus de 2022.

Feuillet n° : 1/2

Déclarant 1 - Nom de naissance :

situation du foyer	cas particulier	enfants majeurs célibataires	enfants mariés	personnes recueillies handicapées
D				
RÉSIDENTE EXCLUSIVE		RÉSIDENTE ALTERNÉE		NOMBRE DE PARTS
enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	

1,00

Détail des revenus	Déclar. 1	Total
Salaires.....	36 682	
Déduction 10% ou frais réels.....	- 3 668	
Salaires, pensions, rentes nets.....	33 014	33 014
Revenu brut global.....		33 014
Revenu imposable		33 014
Impôt sur les revenus soumis au barème (14)		3 498
IMPOT NET		
Total de l'impôt sur le revenu net		3 498

CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPOT POUR 2022 :**IMPOT SUR LE REVENU**

Impôt sur le revenu 2022 dû (53):		3 498
Retenue à la source prélevée en 2022 par vos verseurs de revenus :	-	3 751
Solde d'impôt sur les revenus 2022 :.....	-	253

COMPTE TENU DES ELEMENTS QUE VOUS AVEZ DECLARES, LE MONTANT
QUI VOUS SERA REMBOURSE (voir notice) EST DE

253

CE REMBOURSEMENT EST AUTOMATIQUE, VOUS N'AVEZ AUCUNE DEMARCHE A FAIRE.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Revenu fiscal de référence (25)		33 014
---------------------------------------	--	--------

PLAFOND EPARGNE RETRAITE

Le plafond disponible pour la déduction des
cotisations versées en 2023, pour la
déclaration des revenus à souscrire en 2024 est de :

	Déclar. 1
Plafond total de 2021	16 253
Plafond non utilisé pour les revenus de 2020	4 052
Plafond non utilisé pour les revenus de 2021	+ 4 114
Plafond non utilisé pour les revenus de 2022	+ 4 114
Plafond calculé sur les revenus de 2022	+ 4 114

LA SUITE DE CET AVIS EST CI-JOINTE

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques jusqu'au 31 décembre 2025 (dans les conditions prévues aux articles R° 190-1 et R° 196-1 du livre des procédures fiscales).

Retrouvez dans la notice des précisions sur le traitement algorithmique ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail.

>>> Suite de votre avis

Plafond pour les cotisations versées en 2023

= 16 394

PRELEVEMENT A LA SOURCE 2023

Taux personnalisé qui sera utilisé par votre organisme collecteur (employeur, caisse de retraite...) pour le prélèvement à la source sur votre revenu net imposable

Taux pour le foyer

9,50%

AUTRES INFORMATIONS**Taux moyen d'imposition**

10,60%

Il correspond au taux auquel l'ensemble des revenus de votre foyer fiscal déclarés pour 2022 est taxé.

Le taux moyen d'imposition est différent du taux de prélèvement à la source, car ce dernier est calculé hors réductions ou crédits d'impôt et ne tient pas compte de certains revenus, comme les plus-values de cession de valeurs mobilières ou les revenus taxés à taux forfaitaire.

Taux marginal d'imposition

30,00%

Le taux marginal correspond au taux de la tranche la plus élevée du barème de l'impôt sur le revenu auquel sont taxés pour l'année 2022 les revenus déclarés de votre foyer fiscal.

[REDACTED]

DALO
Secrétariat médiation de Paris
TSA 20028
93736 BOBIGNY CEDEX 09

Objet :
Réponse à ma demande de médiation pour une
demande de logement
N° demande [REDACTED]

Le 14 février 2024

Réf : [REDACTED]

LETTRE RECOMMANDEE AVEC AR

Madame, Monsieur,

Je fais suite à votre mail du 2 février 2024 par lequel suite à ma demande de logement, vous me demandez des pièces complémentaires fin de compléter mon recours. (cf votre mail joint).

Toutefois, je ne comprends pas quelles sont les pièces « obligatoires » des lignes 2, 4 ?
J'ai essayé à maintes reprises de vous joindre au téléphone sans succès pour une explication. En conséquences je vous adresse quelques pièces et vous détaille une réponse pour celles que je comprends pas.

LIGNE 2 Délai anormalement long : Autre justificatif Délai anormalement long :

D'après ma notification de demande initiale vous pouvez constater que je renouvelle chaque année ma demande et ce depuis 2016 à ce jour. Je n'ai pas d'autre justificatif. Donc délai anormalement long.

LIGNE 4 : Hébergement structure : Autre justificatif hébergement structure :

Je ne suis pas hébergé, suis locataire dans privé avec ma première demande je vous ai adressé mes quittances de loyer à ce titre.

Je fais appel à vos compétences médiatiques afin que mon dossier soit étudié à la commission de médiation.

Dans l'attente d'une réponse favorable, suite à l'envoi des pièces demandées,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

[REDACTED]

PJ : Votre mail du 2 février 2024, Attestation d'enregistrement de ma demande, état des lieux de mon logement actuel, livret de famille + jugement de divorce.

De : noreply@applicam.com <noreply@applicam.com> de la part de DALO <noreply@applicam.com>

Envoyé [REDACTED]

À : [REDACTED]

Objet : Votre dossier DALO – En attente de votre part

MONSIEUR,

Vous avez adressé à la commission de médiation un recours en vue d'une offre de logement.

Ce recours a été reçu par le secrétariat de la commission le 20/01/2024 et enregistré sous le numéro : [REDACTED] (Ce numéro doit figurer dans toutes communications adressées à la commission).

Toutefois, ce recours ne peut être instruit par le secrétariat de la commission en raison du caractère incomplet du dossier.

Les pièces obligatoires suivantes sont manquantes :

[REDACTED] Demande de logement social : Attestation d'enregistrement demande

[REDACTED] Délai anormalement long : Autre Justificatif Délai anormalement long

[REDACTED] Etat logement : Autre Justificatif état logement

[REDACTED] Hébergement structure : Autre Justificatif hébergement structure

[REDACTED] Situation familiale : Livret de famille ou Jugement de divorce ou Ordonnance de non conciliation ou Enregistrement procédure de divorce ou Autre Justificatif de situation

Je vous invite donc à fournir les pièces demandées et à retourner ces éléments avant le 02/03/2024 **par courrier, en indiquant le numéro suivant sur un courrier libre :** [REDACTED] à l'adresse :

Commission de médiation du département de Paris Secrétariat de la commission de médiation Dalo de Paris TSA 20028 93736 Bobigny cedex 9

Jusqu'à la réception des pièces demandées et au plus tard jusqu'au 02/03/2024, le délai d'instruction est suspendu.

En l'absence de réponse de votre part, votre dossier sera soumis tel quel à la commission de médiation et pourra être rejeté faute d'éléments d'appréciation suffisants.

Le délai de trois mois dont dispose la commission pour se prononcer sur votre dossier recommencera à courir à la réception des pièces demandées et au plus tard le 02/03/2024. Si passé ce délai, la commission n'a pas pris de décision, vous devrez considérer votre recours comme rejeté (décision implicite de rejet).

Vous pourrez alors faire un recours en annulation de cette décision auprès du tribunal administratif compétent : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04, dans un délai de deux mois.

La juridiction compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Veuillez agréer, MONSIEUR, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétariat de la commission
de médiation DALO de Paris

01 77 45 45 45

JUGEMENT DE DIVORCE
PAR CONSENTEMENT MUTUEL

MINUTE N° [REDACTED]

Chambre 2/Section 3

N° de R [REDACTED]

Affaire [REDACTED]

LE DOUZE NOVEMBRE DEUX MIL NEUF

Madame [REDACTED] Juge aux Affaires Familiales, assistée de
Mademoiselle [REDACTED] adjoint administratif faisant fonction de Greffier, a rendu le
jugement suivant sur la demande conjointe en divorce présentée par :

[REDACTED]

et

[REDACTED]

ayant comme enfants issus de leur union :

[REDACTED]

Ayant comparu ce même jour, en audience non publique assistés de : [REDACTED]
[REDACTED] avocat au barreau de BOBIGNY, vestiaire : [REDACTED] ;

Déclare recevable la requête conjointe déposée le 08 septembre 2009 par laquelle les
époux ont introduit leur demande en divorce ;

Et après s'être assuré de leur libre accord et avoir appelé leur attention sur
l'importance des engagements pris par eux ;

Prononce, en application des articles 230 à 232 du Code Civil, le DIVORCE

de [REDACTED]
né [REDACTED]

et de [REDACTED]
née le [REDACTED]

Ordonne la mention du présent jugement de divorce en marge de l'acte de naissance de chacun des époux ainsi qu'en marge de leur acte de mariage dressé le :
[REDACTED]

Homologue la convention en date du 15 juillet 2009 réglant les conséquences du divorce et ordonne qu'elle demeurera annexée à la minute du présent jugement ;

Le présent jugement a été prononcé en audience publique.

LE GREFFIER

[REDACTED]

LE JUGE AUX AFFAIRES
FAMILIALES

[REDACTED]

LÉGENDE ÉTAT GÉNÉRAL :

NEUF : État neuf, parfait, jamais habité ou entièrement refait.

BON ÉTAT : État général très rapprochant du neuf, mais portant des traces d'usures et de vieillissement.

ÉTAT MOYEN : Portant des traces d'usures et de vieillissement

USAGE AVANCE : État laissant apparaître un vieillissement prononcé, pouvant nécessiter une remise en état.

DÉGRADÉ : Défauts d'entretien apparents ou détériorations apparentes, nécessitant une remise en état locative.

Etat des lieux d'entrée

Les soussignés reconnaissent exactes les constatations sur l'état du logement, sous réserve du bon fonctionnement des canalisations, appareils et installations sanitaires, électriques et du chauffage qui n'a pu être vérifié ce jour, toute défectuosité dans le fonctionnement de ceux-ci devra être signalée dans le délai maximum de dix jours, et pendant le premier mois de la période de chauffe en ce qui concerne les éléments de chauffage.

Lors de la première période de chauffe, le locataire dispose d'un mois pour indiquer au bailleur les éventuels dysfonctionnements des éléments de chauffage.

Les co-signataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ du locataire.

Etat des lieux de sortie

Le locataire prend à sa charge les réparations locatives telles que définies à l'article du 1er du décret 87-712 du 26 août (travaux d'entretien courant, menues réparations ...).

Le locataire est tenu de rendre le bien propre et nettoyé.

Il est également tenu de s'assurer et de signaler au bailleur tout dommage, dès qu'il le constate.

Si par négligence du propriétaire aucun état des lieux n'est dressé au début de la location, le locataire sera également présumé avoir reçu le logement en bon état.

Franchise

Période durant laquelle les équipements du bien loué ne subissent pas d'altération.

Certains équipements, dans le cadre de leur usage normal (un lavabo, par exemple), ne subissent pas d'altération physique sensible pendant leurs premières années de fonctionnement. Une franchise ou « période de neutralisation » peut être appliquée sur le coût du remplacement à l'identique. En cas de franchise, les coefficients d'abattement pour vétusté ne sont mis en œuvre qu'au-delà de cette période.

La franchise est donc la période pendant laquelle il n'est pas appliqué d'abattement pour vétusté en début de vie théorique des matériaux ou équipements constituant les éléments du logement.

RETROUVEZ TOUTES LES INFORMATIONS, GRILLE DE VÉTUSTÉ, SIMULATEUR ET AUTRE SUR
WWW.VOTRECAUTION.COM

Sous réserve de paiement des loyers jusqu'au terme du bail.

Sous réserve du bon fonctionnement des canalisations, appareils et installations sanitaires, électriques et du chauffage qui n'a pu être vérifié ce jour.

La société ABC IMMODIAG Paris ne saurait en aucun cas être tenue responsable des éventuelles Dégradation qui viendraient à se produire sur les biens extérieurs (garage, cave) à posteriori de la signature du constat d'état des lieux de sortie.

Exemples de Dégradation : clé absente ou serrures de garage défectueuses peuvent engendrer des dégradations supplémentaires si un tiers personne l'utilise.

Le présent état des lieux établi contradictoirement entre les parties qui le reconnaissent exact, fait partie intégrante du contrat de location dont il ne peut être dissocié.

L'état des lieux doit être rédigé le plus précisément possible, c'est le seul document ayant une valeur juridique.

Si vous avez des observations à formuler, vous pouvez le faire par courrier recommandé uniquement dans les 10 jours suivant la réalisation de votre état des lieux.

Réalisé le 13/03/2017 à 21:26

Paraphes locataire(s)/Mandataire

13/14

EXTRAIT DE L'ACTE DE MARIAGE N° 22

Le [redacted] mil neuf cent [redacted] à [redacted] heure
 devant Nous ont comparu publiquement en la maison commune

ÉPOUX

Nom [redacted]
 Prénoms [redacted]
 né à [redacted]
 le [redacted]
 mil [redacted]
 fils de [redacted]
 et de [redacted]

Prénoms de la mère [redacted]

Les futurs conjoints ont déclaré (1) qu'il n'a pas

été fait de contrat de mariage.-

Les futurs conjoints ont déclaré l'un après l'autre vouloir se prendre pour
 époux et nous avons prononcé au nom de la loi qu'ils sont unis par le mariage.

(1) compléter ainsi la formule : "qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage" ou "qu'un contrat de
 mariage a été reçu la
 nom et résidence de souxers

MENTIONS MARGINALES (2)

Mariage dissous par jugement de divorce du juge aux affaires familiales du Tribunal
 de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis) rendu le [redacted] 1. de
 d'office de l'état civil d'origine.



Delivré [redacted] au registre.



(2) Apposer sur les divers cas mentionnés dans l'article 171 du Code de procédure civile.

**ATTESTATION DE RENOUVELLEMENT RÉGIONAL
D'UNE DEMANDE DE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL**

le 30/09/2020

Expéditeur :

VILLE DE ROSNY SOUS BOIS - SERVICE LOGEMENT
60, 66 rue Philibert Hoffmann
93110 ROSNY SOUS BOIS

Destinataire :



Numéro de votre demande de logement social : [REDACTED]

Date de dépôt initial : 13/09/2016

Date de dernier renouvellement : 30/09/2020

Madame, Monsieur,

Vous avez renouvelé votre demande de logement social locatif le 30/09/2020.

Le numéro de votre demande de logement social est le 1 [REDACTED]

Ce document prouve que vous avez renouvelé votre demande.

Il prouve aussi la date de dépôt initial de votre demande.

Cette date de dépôt initial permet de calculer l'ancienneté de votre demande, c'est-à-dire depuis combien de temps vous avez fait votre demande.

Si vous renouvelez votre demande tous les ans, vous gardez l'ancienneté de votre demande.

Changement de situation :

Vous devez signaler tout changement de la situation déclarée dans la demande.

Par exemple, un mariage, un décès, la naissance d'un enfant.

Pour signaler votre changement de situation :

- connectez-vous sur notre site www.demande-logement-social.gouv.fr.
- ou envoyez un courrier à un service enregistreur.
- ou déplacez vous au guichet

Vous pouvez trouver la liste des guichets sur notre site www.demande-logement-social.gouv.fr en cliquant sur le lien « Comment ça marche ? » puis sur le lien « Aide en guichet ».

Commission de médiation de Paris



Envoi recommandé avec accusé de réception

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE
(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)
Décision du 18 avril 2024

La commission,

Vu les articles L.300-1 et L.441-2-3, II, du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R.441-13 et suivants du même code ;

Vu le recours enregistré sous le n° [REDACTED] déposé par M. [REDACTED], reçu le 20/01/2024 par le secrétariat de la commission de médiation;

Vu le courrier de demande de pièces obligatoires envoyé le 02/02/2024 et les pièces complémentaires reçues le 22/02/2024 ;

Vu les éléments en sa possession ;

Considérant que M. [REDACTED] déposé auprès du secrétariat de la commission un recours en vue d'une offre de logement, dans les conditions prévues au II de l'article L.441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, au(x) motif(s) :

- Hébergé(e) de façon continue dans une structure d'hébergement
- Logé(e) dans un logement de transition, dans un logement-foyer ou une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale
- Logé(e) dans des locaux impropres à l'habitation
- Logé(e) dans des locaux présentant un caractère insalubre ou dangereux
- Attente d'un logement social depuis un délai supérieur au délai fixé par arrêté préfectoral

Considérant que les éléments fournis à l'appui de son recours ne permettent pas de caractériser la situation invoquée, l'ancienneté de sa demande de logement social remontant au 13 septembre 2016, soit une durée inférieure au délai de 9 ans fixé par l'arrêté préfectoral du 10 août 2009, pour une typologie de logement correspondant à sa demande (T3) ;

Considérant que les éléments fournis à l'appui de son recours ne permettent pas de caractériser les situations d'insalubrité et d'urgence invoquées, la situation d'insalubrité évoquée par le requérant n'étant pas démontrée par la production d'un rapport d'une autorité administrative (service technique de l'habitat, rapport du directeur de l'agence régionale de santé, arrêté préfectoral d'insalubrité...) ;

Considérant que la situation d'urgence n'est pas caractérisée puisque les éléments fournis à l'appui de son recours font apparaître que le requérant semble en capacité de se reloger par ses propres moyens (CDI 2746 euros) ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1 : Le recours n° [REDACTED] déposé par M. [REDACTED] est **rejeté**.

Article 2 : La présente décision, délibérée par la commission en sa séance du 1 [REDACTED] sera notifiée à M. [REDACTED] et transmise au Préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris.

Signature :
La vice-président de la commission
de médiation de Paris

[REDACTED]

Information complémentaire sur les voies et délais de recours :

Vous pouvez faire un recours gracieux contre cette décision devant la commission de médiation dans les deux mois qui suivent sa notification.

Vous pouvez aussi faire un recours contentieux pour demander l'annulation de la décision devant le tribunal administratif compétent : Tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy 75181 PARIS CEDEX 4 dans le même délai.

Si vous avez fait un recours gracieux devant la commission, le délai de recours contentieux est interrompu. Un nouveau délai de deux mois recommencera à courir à partir de la notification par la commission de médiation de la réponse à votre recours gracieux ou de la fin d'un délai de deux mois à partir de la réception de votre recours gracieux valant décision implicite de rejet du fait du silence gardé par la commission.

La juridiction compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Une copie de la présente décision doit être jointe au recours à peine d'irrecevabilité.

REQUÉRANT

Monsieur [REDACTED]

FORMULAIRE DE REQUÊTE POUR LES CONTENTIEUX SOCIAUX ET DALO

Avez-vous la décision attaquée ?

Oui.

Quelle administration a pris cette décision ?

DALO Commission de médiation de Paris

Donnez un titre à votre demande :

DROIT AU LOGEMENT

Indiquez les motifs de votre demande :

Je fais suite à votre courrier du 1 août 2024 par lequel vous m'informiez du rejet de mon recours n° [REDACTED]. Vous vous appuyez sur mes revenus actuels pour justifier ce rejet, hors si j'ai fait appel à DALO c'est pour anticiper ma retraite. A dater du 1er octobre 2024 mes revenus seront en baisse à savoir 1784 € net par mois de pension (cf document justificatif) mon loyer est de 823,50 € sans le chauffage (cf quittance d'août 2024). J'attire votre attention sur le ratio c'est-à-dire : mon loyer prend la moitié de ma pension retraite. Si j'ai fait appel à l'intervention de la commission de médiation c'est que je sais pertinemment que mes revenus ne seront plus suffisants pour que je reste dans le privé. Au cours de ma vie je me suis retrouvé dans une situation de précarité, ai été obligé de déposer un dossier de surendettement auprès de la Banque de France, je m'en suis sorti après des années de remboursement. Je ne veux plus revivre cela.

Conclusion

Vous êtes mon seul espoir, je sollicite un logement social de type T2 cela fera 9 ans en 2025 que j'ai déposé ma 1ère demande. Je vous prie de bien vouloir la reconsidérer en tenant compte de ces nouveaux éléments à savoir : ma baisse de revenus suite à mise à la retraite imminente, la date de ma 1ère demande et que je souhaiterai un T2 et non T3. J'anticipe sachant que je ne pourrai pas faire face à ce loyer. Merci pour votre diligence dans cette affaire cela fait tellement d'années que j'attends ce logement social certes avant au vue de mes revenus antérieurs c'était négatif mais maintenant que mes revenus sont à la baisse JE VOUS PRIE DE REVOIR MA DEMANDE et de me répondre favorablement. Bien à vous. [REDACTED]

(date et heure de métropole)

[REDACTED]

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE PARIS**

7 rue de Jouy
75181 Paris cedex 04
Téléphone : 01.44.59.44.00
Télécopie : 01.44.59.46.46

2421797/4

Les horaires d'ouvertures sont
consultables sur le site internet :
<http://paris.tribunal-administratif.fr>

Dossier n° : [REDACTED]
(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur [REDACTED] c/ PRÉFET DE
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, PRÉFET DE PARIS
Vos réf. : [REDACTED]

Monsieur le Préfet
PRÉFET DE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS
DRHIL
Mission DALO
5 rue Leblanc
75911 PARIS CEDEX 15

COMMUNICATION D'UNE REQUÊTE CONTENTIEUX SOCIAUX (R772-8)

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous communiquer une copie de la requête présentée par Monsieur [REDACTED] sous le numéro mentionné ci-dessus.

Je vous recommande de faire figurer ce numéro dans toutes vos correspondances relatives à cette affaire.

En application des dispositions de l'article R. 772-8 du code de justice administrative, vous êtes tenu de communiquer au tribunal administratif l'ensemble du dossier constitué pour l'instruction de la demande tendant à l'attribution de la prestation ou de l'allocation ou à la reconnaissance du droit, objet de la requête. En l'absence de production par vos soins de ce dossier, le tribunal ne pourra pas statuer sur la requête.

Si ce dossier est, pour partie, constitué de pièces médicales concernant le (la) requérant(e), vous êtes tenu de transmettre à Monsieur [REDACTED] lesdites pièces médicales afin de le (la) mettre en mesure de les communiquer lui (elle)-même au tribunal.

Un délai de 15 jours vous est imparti pour présenter votre mémoire en deux exemplaires. Vous êtes dispensé de produire des copies dans le cadre d'un dossier faisant l'objet d'une communication électronique au moyen d'une téléprocédure.

Le cas échéant, les pièces accompagnant votre mémoire devront être numérotées, énumérées sur un bordereau d'accompagnement et fournies en autant d'exemplaires.

L'état de l'instruction de ce dossier peut être consulté avec le code d'accès confidentiel [REDACTED] sur le site internet <http://sagace.juradm.fr>.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,